

Les héritiers de Melchior Ndadaye dénoncent l'impunité au Burundi

PANA, 21/10/2008 Bujumbura, Burundi - Les héritiers de Melchior Ndadaye, le premier président démocratiquement élu au Burundi, ont choisi la commémoration, mardi, du 15^{ème} anniversaire de son assassinat pour relancer le débat sur l'impunité des crimes politiques abondants dans le pays. Le président-fondateur du Front pour la démocratie au Burundi (FRODEBU, principal parti d'opposition) avait été assassiné le 21 octobre 1993 dans une tentative de coup d'Etat militaire au bout de seulement trois mois de pouvoir.

Le président en exercice du FRODEBU, Léonard Ngendakumana, a vivement déploré le fait que, 15 ans après, seulement "cinq caporaux et soldats" de l'armée nationale ont été condamnés par la justice burundaise. Les commanditaires et cerveaux présumés du putsch, de leur côté, se la coulent toujours douce, a-t-il encore regretté lors d'une conférence de presse de circonstance. Et pourtant, ce n'est pas faute d'avoir essayé, a poursuivi M. Ngendakumana, en rappelant des plaintes en justice du FRODEBU, de la famille du disparu ainsi que celle du gouvernement burundais à l'époque des faits, mais qui sont toutes restées lettre morte. L'autre débat houleux du moment dans l'opinion concerne un projet controversé de déménagement de la sépulture mortelle de Melchior Ndadaye du palais du 1er novembre, dans le centre-ville de Bujumbura, la capitale du Burundi, où il a été assassiné, vers un autre lieu non encore connu pour des besoins d'utilité publique. Le lieu héberge également les sépultures d'une dizaine d'autres anciens proches collaborateurs de feu Ndadaye et Léonard Ngendakumana a juré que les illustres disparus reviendraient se reposer tôt ou tard au même endroit chargé d'histoire pour le pays. La guerre civile qui a suivi l'assassinat de Melchior Ndadaye et ses compagnons de lutte politique a fait à ce jour au moins 300.000 tués, pour la plupart des civils, mais également aussi, sans que les commanditaires présumés des massacres inter ethniques sans précédent ne soient nombreux à être inquiétés. Le même mystère continue à entourer d'autres crimes de sang qui ont emporté les vies d'illustres personnalités politiques, comme le père de l'indépendance nationale, le Prince Louis Rwagasore, ou encore celle de l'ancien président de la République, Cyprien Ntaryamira. Le successeur de Melchior Ndadaye a été tué dans un attentat contre l'avion de l'ancien président rwandais, Juvénal Habyarimana, le 6 avril 1994 au-dessus de Kigali, de retour d'une mission conjointe de travail en Tanzanie voisine. Le nouveau gouvernement a le mérite d'avoir mis sur pied une Commission nationale pour la vérité et la réconciliation (CVR) dont l'opinion attend toute la lumière sur les différents crimes de sang qui ont endeuillé le Burundi depuis son accession à l'indépendance, en 1962, à ce jour. Le Burundi est également demandeur d'un tribunal pénal spécial international chargé de poursuivre et punir les coupables des crimes de guerre, de génocide et contre l'humanité qu'a connus le pays pendant plus de 40 ans.